AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

P.O. Box: 3243, Addis Ababa, Ethiopia, Tel.:(251-11) 551 38 22 Fax: (251-11) 551 93 21
Email: situationroom@africa-union.org, oau-ews@ethionet.et

CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE
119ème REUNION
11 AVRIL 2008
ADDIS ABEBA, ETHIOPIE

PSC/PR/2(CXIX)
Original: Français

RAPPORT DE LA MISSION D'INFORMATION SUR LES MIGRATIONS DES PASTEURS NOMADES MBORORO, DEPECHEE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, AU SOUDAN, EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ET AU CAMEROUN, CONFORMEMENT A LA DECISION PSC/PR/COMM(XCVII) DE LA 97EME REUNION DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE, TENUE LE 25 OCTOBRE 2007

NOTE INTRODUCTIVE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION

Lors de sa 97ème réunion tenue le 25 octobre 2007 et consacrée à l'examen de la situation en République démocratique du Congo (RDC), le Conseil, après avoir entendu une communication du vice-Ministre de l'Intérieur de la RDC sur la présence de pasteurs nomades Mbororo dans le Nord-Est de son pays, a « invit(é) la Commission à dépêcher une mission d'information en RDC sur les problèmes de sécurité aux frontières avec la République centrafricaine (RCA) et le Soudan, liés, entre autres, à des mouvements de populations, examiner les problèmes qui se posent avec l'ensemble des acteurs concernés, et formuler des recommandations ».

Dans le cadre du suivi de cette décision, j'ai demandé au Professeur Abdoulaye Bathily, de l'Université Cheickh Anta Diop de Dakar et ancien Ministre de l'Environnement de la République du Sénégal, de diriger la mission d'information demandée par le Conseil. Cette mission s'est rendue en RDC, en RCA, au Soudan et au Cameroun, entre décembre 2007 et février 2008. En raison des évènements survenus au Tchad, notamment à N'djamena, à la fin du mois de janvier et au début du mois de février 2008, la mission n'a pu se rendre dans ce pays.

Au cours de ces différentes visites, la mission a rencontré les représentants des Gouvernements concernés et ceux des populations locales, des autorités locales, des parlementaires, des responsables de missions et agences des Nations unies actives sur le terrain, des ONGs et autres acteurs concernés. Ces rencontres ont permis à la mission, par delà des observations sur l'historique des migrations pastorales en général et celles des Mbororo en particulier, de faire une évaluation d'ensemble des conséquences de ce phénomène, notamment sur le plan sécuritaire. Sur cette base, la mission a formulé nombre de recommandations.

Je souscris aux recommandations de la mission, dont la mise en œuvre facilitera grandement la recherche de solutions pratiques aux problèmes posés par les migrations des pasteurs nomades Mbororo. Une telle démarche s'inscrira dans le cadre des efforts de prévention des conflits que déploie l'UA ; elle participera également de la mise en œuvre du Programme frontière de l'UA, qui comporte un volet important consacré à la coopération transfrontalière.

Je voudrais exprimer mes sincères remerciements au Professeur Bathily pour avoir dirigé cette mission et pour le travail qui a été accompli. Je voudrais également exprimer mes remerciements aux Gouvernements des pays visités et aux autres acteurs rencontrés, pour la coopération apportée à la mission de l'UA.

RAPPORT DE LA MISSION D'INFORMATION SUR LES MIGRATIONS DES PASTEURS NOMADES MBORORO DEPECHEE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, AU SOUDAN, EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ET AU CAMEROUN, CONFORMEMENT A LA DECISION PSC/PR/COMM(XCVII) DE LA 97EME REUNION DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE, TENUE LE 25 OCTOBRE 2007

I. TERMES DE REFERENCE DE LA MISSION

1. Examinant la situation en République démocratique du Congo (RDC), la 97ème réunion du Conseil, tenue le 25 octobre 2007, a entendu un rapport du Vice-Ministre congolais de l'Intérieur sur la présence de pasteurs nomades Mbororo dans le Nord-Est de la RDC. Venus en grand nombre des pays voisins avec leurs troupeaux, ces pasteurs Mbororo représenteraient selon le rapport une menace à la paix et à la sécurité dans cette région du pays. Dans le communiqué qui a sanctionné ses travaux, le Conseil a, entre autres, invité le Président de la Commission à dépêcher une mission d'information en RDC sur les problèmes de sécurité aux frontières avec la République centrafricaine (RCA) et le Soudan, liés, entre autres, à des mouvements de population ; à examiner les problèmes qui se posent avec l'ensemble des acteurs concernés ; et à formuler des recommandations.

2. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette décision, le Président de la Commission a désigné le Professeur Abdoulaye Bathily, de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, comme Envoyé spécial pour diriger la mission. Celle-ci comprenait, outre, M. Daniel Ayite et le Colonel Blaise Nikiema, respectivement Conseiller politique et Conseiller militaire au Bureau de Liaison de l'UA à Kinshasa, en RDC. Pour le segment de mission au Cameroun la délégation a bénéficié de l'assistance de Mme Aïssatou Hayatou Tall, du Département Paix et Sécurité de la Commission, native du Nord Cameroun et locutrice du parler peul Mbororo de cette région.

II. DEROULEMENT DE LA MISSION ET METHODE DE L'ENQUETE

3. La mission s'est déroulée en 4 étapes :

- 10-20 décembre 2007 : RDC ;
- 21-23 janvier 2008 : RCA ;
- 27 janvier au 3 février 2008 : République du Soudan ; et du
- 5 au 9 février 2008 : République du Cameroun.

4. Le Tchad, qui avait été programmé, n'a pu être visité en raison des évènements survenus dans ce pays à la veille du départ de la mission (4 février 2008). Le Cameroun, qui n'avait pas été programmé initialement, a été visité en raison des constats faits par la mission en RCA.

5. La méthode d'enquête suivie par la mission a été basée sur des rencontres avec les acteurs concernés, tant au niveau national que local, et ce dans la mesure des moyens logistiques disponibles. Les rencontres ont ainsi inclus :

- les Ministères en charge des Affaires étrangères ;
- les Ministères en charge des questions de sécurité et de défense ;
- des parlementaires ;
- des autorités religieuses ;
- des ONG ;
- des responsables locaux des populations Mbororo (Bangui – RCA ; Juba – Sud Soudan ; Yaoundé et Bertoua – Cameroun) ;
- des missions et agences du système des Nations unies dans les pays visités (MONUC, BONUCA, HCR, OCHA, UNICEF, OMI, etc.).

6. L'on trouvera en annexe la liste des personnes interviewées. Il faut, toutefois, souligner que, pour des raisons logistiques et de sécurité, la mission n'a pu se rendre sur les sites de nomadisation des Mbororo dans les différents pays visités.

7. En plus des informations découlant des entretiens avec les acteurs cités plus haut, la mission a pu bénéficier de documents aimablement mis à sa disposition par les organisations citées plus haut. La mission a aussi tiré profit d'un important document d'enquête sur le phénomène Mbororo en RDC réalisé par une ONG chrétienne « *Pax Christi* ».

8. La mission tient à exprimer toute sa gratitude aux autorités des pays et organisations rencontrées, dont la disponibilité et l'assistance ont permis le bon déroulement de cette enquête. Les bureaux de l'Union africaine en RDC, au Soudan et au Cameroun ont aussi, par les facilités accordées à la mission, contribué aux résultats de cette enquête.

9. Globalement, l'importance et la qualité des informations recueillies ont permis de cerner les grands traits et les conséquences des migrations des pasteurs Mbororo dans les pays visités et, en particulier, les relations entre ces migrations et les problèmes sécuritaires dans cette partie de l'Afrique centrale.

III. OBSERVATIONS SUR L'HISTORIQUE DES MIGRATIONS PASTORALES EN GENERAL ET CELLES DES MBORORO EN PARTICULIER

10. Depuis la nuit des temps, les migrations de pasteurs nomades n'ont cessé de façonner l'histoire et la géographie humaine de l'Afrique. Toutes les régions ont été le théâtre de la compétition entre pasteurs nomades et agriculteurs sédentaires autour de ressources naturelles. Cette compétition, tantôt pacifique tantôt violente, a rythmé les dynamiques des formations sociales. Elle fut à l'origine de l'émergence de plusieurs formations politiques pré-coloniales (royaumes et empires) dans plusieurs régions (Sahel, bassin du Nil, savanes de l'Afrique centrale et australe, etc.).

11. Qu'ils appartiennent au groupe Peul/Fulani, aux ensembles de peuples Bantou ou nilotiques, les pasteurs se caractérisent par leur grande mobilité. La recherche des pâturages et de l'eau au gré des saisons est leur motivation permanente.

12. Les Mbororo appartiennent au groupe Peul/Fulani, qui, depuis des millénaires, se répand par vagues migratoires à partir du Sahara. Au fur et à mesure du

dessèchement du Sahara, ces vagues se sont dirigés dans toutes les directions pour occuper des espaces favorables à leurs troupeaux. Le rythme et l'ampleur de leursmouvements sont souvent conditionnés par deux facteurs essentiels : les variations du cadre environnemental et la démographie humaine des régions traversées. En effet, les crises environnementales (sécheresses, épuisement des pâturages et des sources d'eau), d'une part, la forte densité humaine, source de conflit avec les agriculteurs, d'autre part, sont des facteurs qui poussent les pasteurs à déménager sans cesse.

13. Les Mbororo constituent une vaste confédération clanique dont le site initial semble remonter aux confins de la Mauritanie, du Mali et du Sénégal actuels. Les trois principales fractions qui les composent (*Jafun, Akun et Wodabe*) ont essaimé dans toute l'Afrique de l'Ouest au fil des siècles. La conquête coloniale et l'érection des frontières, puis les indépendances, n'ont pas mis fin à leurs migrations. Les Mbororo, comme tous les pasteurs nomades, ont une conception de l'espace qui ne s'accommode pas de frontières. Ils se considèrent comme passagers sur le territoire qui, provisoirement, offre du pâturage à leurs troupeaux. C'est ce qui explique aujourd'hui leur présence sous forme de fractions, plus ou moins importantes, dans les hauts bassins des grandes voies d'eau que sont le Sénégal, le Niger, le Nil et le Congo.

14. Le mode d'organisation administrative et économique de la colonisation a rejeté les Mbororo à la périphérie de tous les Etats. Ils sont restés en marge des dynamiques de sédentarisation ou d'intégration économique et sociale (scolarisation) qui ont affecté d'autres communautés. Ainsi les Mbororo apparaissent-ils, par leur mode de vie, comme le symbole des vestiges des grandes migrations pastorales qui ont marqué le passé de l'Afrique.

IV. LES MIGRATIONS MBORORO EN RDC : CONSEQUENCES ECONOMIQUES, SOCIALES, HUMAINITAIRES ET SECURITAIRES

15. Si la mission d'enquête a été motivée avant tout par les préoccupations sécuritaires en RDC, les informations recueillies dans les différents pays (RCA, Soudan et Cameroun) montrent amplement que les migrations des Mbororo constituent un phénomène d'une grande importance pour toute la sous-région et sous de nombreux aspects, économiques, sociaux, sécuritaires, humanitaires, etc.

Conséquences des migrations Mbororo en RDC

16. L'implantation des Mbororo en RDC est très récente. Après une première tentative vite réprimée par l'armée du Zaïre dans les années 80, des fractions de Mbororo venues de la RCA, du Soudan et du Tchad s'infiltrèrent dans la province orientale de la RDC à partir des années 90 – 2000, à la faveur de la situation politico-militaire dont ce pays était alors le théâtre. Le vide administratif dans cette région orientale a favorisé l'incursion et l'installation des pasteurs Mbororo dans les districts du Bas et Haut-Uélé, contigus à la RCA, au Soudan et au Tchad.

17. Au cours de la décennie écoulée, les implantations de Mbororo se sont renforcées et étendues dans toute la province du Nord-Est de la RDC. Pendant ces

cinq dernières années, en particulier, le mouvement migratoire s'est amplifié sous l'impulsion de plusieurs phénomènes, dont l'aggravation de la situation sécuritaire dans l'ensemble de l'Est congolais et les troubles politico-militaires dans certains des pays voisins de la RDC.

18. Les répercussions de ces crises ont poussé les Mbororo de tous les pays à chercher un refuge paisible pour eux-mêmes et leurs troupeaux. En effet, comme ils le disent eux-mêmes, « le troupeau est comme l'oiseau, il fuit le bruit ». Les districts du Haut et du Bas Uélé étant faiblement peuplés et relativement plus paisibles, et étant de surcroît dotés de pâturages riches, s'offrirent comme des territoires de prédilection pour les pasteurs Mbororo.

19. Les données recueillies ne permettent pas de déterminer avec précision le nombre de pasteurs et de bétail entrés en RDC du fait des migrations Mbororo. Le nombre de Mbororo varierait entre 10 000 et 20 000 et leurs troupeaux de bœufs de 100 000 à 160 000. Mais ces chiffres ne constituent qu'une indication, car aucun recensement fiable n'a pu être fait. Les Mbororo vivent en dehors des agglomérations et sont réticents à toute campagne de recensement de leurs personnes et bétail.

20. Cependant quel que soit leur nombre, les conséquences de leur présence dans le Nord Est de la RDC sont à prendre au sérieux. Celles-ci se manifestent dans plusieurs domaines de la vie des populations locales.

Impact économique

21. Le passage des troupeaux en grand nombre affecte négativement l'économie de la zone, qui est fondée essentiellement sur l'autosubsistance. Les interlocuteurs de la mission ont fait état de plusieurs cas de cultures dévastées.

22. Les mares d'eau douce qui servent à l'approvisionnement des populations sont utilisées pour le bétail, qui les pollue sur son passage. Les activités de cueillette sont également gênées par la compétition des troupeaux et des pasteurs. Pour épargner leur bétail, les Mbororos détruisent tous les pièges tendus par la population locale pour chasser le gibier. Ils détruisent les niches des abeilles, privant les villageois de la collecte du miel qui constitue une activité génératrice de revenus. Surtout certains pasteurs nomades se livreraient à l'exploitation clandestine de minerais (or et diamant) près d'une localité appelée Milinda. D'autres se livreraient à la cueillette et au commerce d'une variété de poivre sauvage (Ketchou) très prisée dans toute la sous-région.

23. Les agissements des pasteurs Mbororo constituent aussi une source de tension pouvant dégénérer en conflit avec les populations autochtones. La menace est d'autant plus réelle que certains groupes de Mbororo semblent avoir décidé de s'installer de manière permanente dans certaines localités où ils bénéficieraient de quelques complicités.

Impact social et culturel

24. L'installation récente des Mbororo dans l'Est de la RDC pose des problèmes de cohabitation entre eux et les populations locales. La différence de mode de vie entre ces deux groupes, le choc des cultures et des croyances religieuses (les Mbororo sont musulmans) génèrent méfiance et rejet, ici comme ailleurs. Les Mbororo sont rejetés sur la base de préjugés de toutes sortes qui sont colportés à leur sujet. Ce rejet est d'autant plus violent que ces pasteurs apparaissent comme des privilégiés dans un milieu démuni. En effet, en vendant quelques têtes de bétail au marché local, les Mbororo s'assurent du numéraire qui leur permet de payer leur passage ou leur résidence. Cette position les expose à la vindicte populaire.

Impact politique et sécuritaire

25. Incontestablement, les migrations de Mbororo dans l'Est de la RDC constituent une source de conflit dans ce territoire. Leur arrivée dans cette zone s'explique avant tout par la détérioration de la situation sécuritaire en RDC, au Tchad, au Darfour et au Sud Soudan. Les pasteurs ont payé un lourd tribut aux différents belligérants qui ne cessent de les rançonner. Les groupes politico-militaires s'approvisionnent gratuitement auprès des Mbororo. Ces dernières années, le grand banditisme (coupeurs de route, braconniers) s'est développé dans toute la sous-région et a pris les Mbororo comme cible principale. Ces bandes armées suivent les troupeaux en s'imposant comme protecteurs devant être payés. En cas de refus, des enfants sont pris en otages et ne sont libérés que contre une rançon. Il n'est pas étonnant dès lors que certains Mbororo se dotent d'armes pour défendre leurs personnes et biens. La circulation des armes légères dans cette zone est un fait indéniable. Elle est moins le fait des Mbororo en tant que tels que du climat général qui prévaut dans la sous région.

26. Certaines sources mentionnent la connivence entre des éléments Mbororo et quelques groupes politico-militaires à un moment ou à un autre des crises qui ont secoué la RDC. Mais rien de déterminant n'a permis d'accréditer cette assertion. Toutefois, en raison des tensions suscitées par leur présence dans un milieu social qui leur est hostile et des incursions des « coupeurs de route » qui les poursuivent, les Mbororo participent, à leur corps défendant, à l'aggravation de la situation sécuritaire dans les districts du Haut et Bas Uélé. Si rien n'est fait pour apaiser la situation, cette zone pourrait vite devenir un centre de ralliement de différents groupes et individus armés incontrôlés venus de tous les coins de la sous-région et constituer le point de départ d'un nouveau conflit.

V. LES MIGRATIONS MBORORO EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE-MANIFESTATIONS ET IMPACT SUR LA SECURITE SOUS-REGIONALE

27. Avant la grande crise politico-militaire qui a secoué la RCA en 2005-2006, ce pays apparaissait comme la principale plate-forme du mouvement migratoire des Mbororo. Depuis la période coloniale notamment, les autorités du territoire ont mené une politique favorable à l'installation des Mbororo dans les zones de savanes à l'Est et au Nord de ce pays. Par vagues successives à partir du Nord- Est du Cameroun et de l'Est du Tchad, ils ont investi tout le Nord et l'Est de la RCA. L'objectif poursuivi par le Gouvernement colonial et, plus tard, l'Etat indépendant était de faire de l'Oubangui

Chari le principal fournisseur de viande et de produits animaux aux autres territoires de l'Afrique centrale (Gabon, Congo Brazzaville).

28. Cette politique de peuplement par les pasteurs Mbororo ne semble pas avoir provoqué à l'époque de conséquences néfastes en raison du sous peuplement de la zone. Encouragés par les autorités après l'indépendance et bénéficiant de conditions favorables à leurs activités, les Mbororo se sont bien organisés sous la conduite de leur chef de migration (Ardo) et du Gouvernement qui encouragea la mise sur pied d'une Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FENEC). Cette organisation continue de jouer à ce jour un rôle de premier plan dans l'organisation du circuit de la viande en RCA.

29. Pour autant, les Mbororo sont restés en marge de la vie nationale en RCA. Vivant de façon isolée en marge des autres communautés, ils sont perçus par la majorité de la population comme étrangers au pays. Par leur religion (Islam), la langue et d'autres traits culturels propres à leur mode de vie nomade, ils entretiennent des liens de méfiance avec les autres éléments de la population tant dans le monde rural qu'en ville, lorsqu'ils y viennent pour le marché du bétail. Comme au Congo voisin, en RCA les Mbororo sont victimes de préjugés de toutes sortes. Leur situation s'est particulièrement dégradée avec les événements politico-militaires de 2005-2006. Les combattants démobilisés en RCA et qui n'avaient pu se faire intégrer dans la nouvelle armée se sont lancés dans les opérations de banditisme dans les zones pastorales.

30. Toutes les informations collectées se recoupent à ce sujet. Une bonne partie du territoire centrafricain reste encore en proie aux exactions de différents groupes armés, rebelles, coupeurs de route (*zaranguina*) et braconniers qui tiennent en coupe réglée la population. Les Mbororo détenteurs de troupeaux sont naturellement des victimes toutes désignées de ce vandalisme généralisé. Des enfants et femmes sont enlevés contre le paiement d'une rançon qui peut s'élever à plusieurs têtes de bœufs ou à des centaines de milliers de Francs CFA. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que des Mbororo se munissent d'armes à feu pour assurer leur propre sécurité et la préservation de leurs troupeaux.

31. D'après les recoupements faits à partir de plusieurs sources, il est fort probable que l'arrivée massive de vagues de Mbororo dans l'Est de la RDC est liée en grande partie à la dégradation de la situation sécuritaire en RCA, comme c'est aussi le cas au Cameroun ainsi qu'on le verra plus loin. Tant que le problème sécuritaire n'est pas résolu dans ce pays, il sera illusoire de stabiliser les migrations dans les pays voisins, en particulier en RDC et au Cameroun.

VI. LES MIGRATIONS MBORORO AU SOUDAN

32. D'après les témoignages recueillis auprès de divers acteurs au Sud Soudan (Juba), le problème des Mbororo dans la région se pose dans des termes identiques à la situation en RDC. S'ils sont apparemment tolérés dans l'Etat du Nil Bleu, où ils ont

longtemps séjourné, au contraire, dans l'Ouest du Bahr-el-Ghazal, les parties Ouest, Centre et Est de la région de l'Equateur, voisines de la RCA, de la RDC et de l'Ouganda, les vagues de Mbororo sont rejetées par les populations locales pour cause de dommage aux activités agricoles traditionnelles. Leur religion, l'Islam, et leur teint clair sont autant d'éléments à charge contre eux dans le procès que leur intentent les populations locales.

33. Lors des discussions, il a, par ailleurs, été fait mention d'une opération punitive dirigée contre eux dans la province de *de l'Equateur Ouest* et qui aurait tourné au massacre. Au moment du passage de la mission à Juba, une action conjointe des plusieurs agences de l'ONU sur place (OMI, PAM, UNICEF, HCR) était en cours, visant, avec l'appui du Gouvernement du Sud Soudan, à donner une assistance humanitaire à 2100 Mbororo en situation vulnérable.

34. La paix réalisée au Sud Soudan attire de plus en plus de groupes Mbororo en provenance du Darfur, de la RCA et du Tchad, de l'Est de la RDC et du Nord de l'Ouganda, où continue de sévir la LRA. Cet afflux de Mbororo vers le Sud Soudan est à l'origine de vives tensions avec les agriculteurs locaux dans la province de l'Equateur, mais aussi avec les populations des zones septentrionales relativement peuplées et où l'association de l'élevage et l'agriculture traditionnels ne laisse pas d'espace à de nouveaux venus. En somme, le traitement du problème Mbororo au Sud Soudan relève aussi de l'urgence dans la perspective d'une politique visant à promouvoir une stabilité durable dans toute la région.

VII. LES MIGRATIONS MBORORO AU CAMEROUN

35. Pendant le déroulement de l'enquête, il est très vite apparu à la mission qu'il était nécessaire d'examiner le phénomène Mbororo au Cameroun, pour mieux comprendre le phénomène en RDC et RCA notamment. En effet, le Nord et l'Est du Cameroun constituent depuis des siècles une aire de nomadisation des pasteurs peuls de divers clans dont les Mbororo. Ces derniers ont participé à la formation des différentes hégémonies peules qui ont émergé le long de l'axe qui va du Moyen Niger (empire peul du Massina, Etats hawsa / fulani du Nigeria) au plateau de l'Adamaoua.

36. Selon les informations recueillies, les Mbororo seraient partis de ce territoire pour se répandre en RCA. Des liens familiaux encore vivaces existent entre les groupes des deux pays. Au gré des saisons et des événements socio-politiques, des groupes passent d'un pays à l'autre avec les troupeaux. Ces dernières années, avec la crise politico-militaire en RCA, le Cameroun a vu l'entrée en masse de Mbororo en provenance de ce pays voisin.

37. D'après le recensement effectué par le HCR et le PAM, en janvier 2008, 45 539 réfugiés Mbororos sont enregistrés, identifiés et pris en charge par ces deux agences de l'ONU au Cameroun. Il ressort des informations obtenues au cours de ces opérations que plus de 90% de ces réfugiés proviennent de la RCA. Le déplacement que la mission a effectuée le 8 février 2008 à Bertoua (Est du Cameroun) a permis d'en

avoir la confirmation auprès des responsables Mbororo du camp de réfugiés de cette ville et des membres de l'Association BOSCUDA (*Mbororo Social and Cultural Development Association*).

38. La situation à l'Est du Cameroun témoigne de la gravité de la crise humanitaire aussi bien que de l'effondrement du cadre sécuritaire en RCA. En effet, ces réfugiés se sont installés au Cameroun pour fuir les exactions des groupes politico-militaires toutes tendances confondues, actifs en RCA. A ceux-là, il faut ajouter les « *Zaranguinas* » ou coupeurs de route spécialisés dans le rapt d'enfants Mbororo. Selon certaines sources, ces *Zaranguinas* quelquefois dénommés Zaghawa (sous groupe ethnique du Nord Tchad) seraient des soldats de fortune venus du Tchad au moment des évènements liés au renversement du Président Ange-Félix Patassé, qui a eu lieu en mars 2003. Après le renversement de ce dernier, ils auraient décidé de rester en RCA vivant de razzia de troupeaux. Quelques éléments parmi eux se signalent encore par des incursions fréquentes dans des camps de réfugiés Mbororo au Cameroun, où ils enlèvent des enfants, exigeant le paiement d'une rançon pour leur libération.

39. L'insécurité ainsi entretenue par ces groupes politico-militaires et les bandits a conduit le Gouvernement du Cameroun à créer une unité spéciale destinée à sécuriser la frontière avec la RCA. Composée d'environ un millier d'hommes bien équipés et entraînés, cette unité spéciale de la gendarmerie appelée BIR (Brigade d'intervention rapide) semble avoir jusqu'ici gagné le pari de la sécurisation des camps de réfugiés, voire de la zone frontalière.

40. Si certains Mbororo ont pu sauver une partie de leurs troupeaux dans leur course vers le Cameroun, d'autres déclarent avoir tout perdu. Grâce à l'appui des autorités camerounaises et à l'initiative de BOSCUDA, soutenue par des agences des Nations unies et des ONG, ces Mbororo tentent difficilement de s'insérer dans des projets de développement intégré.

41. Alors que les efforts des partenaires multilatéraux et bilatéraux commençaient à s'organiser et à impulser le mouvement d'aide aux milliers de réfugiés Mbororo au Cameroun, les événements de février 2008 au Tchad ont détourné l'attention des organisations humanitaires vers Kousseri, localité camerounaise frontalière du Tchad. La situation humanitaire et sécuritaire aux frontières du Cameroun et de la RCA risque fort de s'aggraver à l'avenir, si rien n'est fait pour maintenir et consolider l'élan des mois précédents.

VIII. OBSERVATIONS GENERALES ET CONSTAT GLOBAL

42. En considérant le problème des migrations des pasteurs Mbororo dans l'Est de la RDC et les pays voisins, au moins cinq considérations d'ordre général se dégagent :

(i) ces migrations suscitent une très vive préoccupation de la part des Gouvernements et des populations locales en raison des conséquences négatives qu'elles exercent sur la vie économique, la stabilité sociale et la situation sécuritaire des zones affectées. Les tensions qui en résultent, qui se traduisent déjà par des affrontements individuels et collectifs sporadiques, pourraient déboucher à terme sur des conflits localisés voire des mouvements plus amples sur le plan sous-régional, qui pourraient se solder par des massacres contre les Mbororo ;

(ii) la présence de ces pasteurs tend à déstabiliser l'économie locale de subsistance avec des méfaits sur l'environnement, particulièrement dans l'Est de la RDC et une partie du Sud Soudan, où le pastoralisme était inconnu jusqu'alors ;

(iii) impulsées par la dégradation de la situation sécuritaire dans la région consécutive aux divers conflits persistants dans la sous région (Est de la RDC, Nord de l'Ouganda, RCA, Tchad, Darfour) et à la présence d'importants groupes armés, les migrations des Mbororo participent dans le même temps à l'accentuation de cette dégradation sécuritaire. Ce phénomène est illustré, entre autres, par les tensions qui les opposent aux populations locales, d'une part, et, d'autre part, les convoitises que leur bétail fait naître chez les groupes armés et les grands bandits qui circulent dans la sous région. En somme, ils se retrouvent ballottés dans un système infernal dans lequel ils sont à la fois victimes et agents propagateurs de la violence.

43. Les pasteurs Mbororo opèrent dans un ensemble sous-régional instable où l'autorité de l'Etat central demeure faible (armée, administration, services de sécurité, d'immigration etc.), tous les pays concernés subissant encore les conséquences de conflits armés encore en cours . La zone frontalière de ces pays prend l'allure d'un véritable *no man's land*. Du fait des facteurs nombreux et complexes en présence, la sous-région est exposée potentiellement à une crise humanitaire de grande ampleur comme le suggère déjà la situation des réfugiés des camps du Nord Est du Cameroun.

44. Enfin, le constat global est que la crise provoquée par les migrations des pasteurs Mbororo est de nature complexe, sa dimension est sous régionale. Toute solution durable doit partir d'une approche globale, pacifique, qui raccorde les perspectives de solutions locales et nationales à un règlement sous régional, avec une option résolue pour la promotion de la sécurité humaine.

IX. RECOMMANDATIONS

45. Deux types de recommandations sont formulées ici dans le cadre d'une optique préventive.

46. Sur un plan général, il s'agira de convoquer, dans les meilleurs délais et sous l'égide de l'UA, une réunion des pays concernés (RDC, RCA, Soudan, Tchad,

Cameroun), qui regrouperait les représentants des Ministères de l'Intérieur et ceux de l'Elevage avec la participation :

- des représentants des communautés impliquées (Mbororo et populations locales) ;
- des ONG opérant dans les zones de transhumance ;
- des agences des Nations unies déjà actives sur le terrain (HCR, PAM, UNICEF, OCHA, OMI, etc.) et autres partenaires ;
- des représentants de médias dans les différents pays concernés;
- des opérations de maintien de la paix des Nations unies présentes dans les zones concernées.

47. L'objectif de la réunion serait de définir une stratégie concertée et les moyens d'action à mettre en œuvre selon un chronogramme précis. Les échos de la tenue d'une telle réunion et les décisions qui en résulteraient pourraient déjà contribuer à faire baisser la tension au niveau des zones les plus sensibles (Est de la RDC, Sud Soudan, Nord Est du Cameroun), où les populations sont impatientes de voir les autorités donner un signal fort face à leurs préoccupations. La mise en place d'un Comité de suivi des résolutions et recommandations de cette réunion sera nécessaire.

48. De façon plus spécifique, il est proposé d'entreprendre ce qui suit :

(i) aider le Gouvernement de la RDC à concevoir, avec des partenaires (MONUC, HCR, OCHA, etc.), un programme de recensement, d'identification et d'appui humanitaire aux Mbororo du Haut et Bas Uélé, suivant l'exemple du Cameroun et du Gouvernement du Sud Soudan ;

(ii) appuyer les Gouvernements de la RDC (province du Nord Est) et du Soudan (Sud Soudan) à mettre en place à titre d'urgence un programme de délimitation des espaces des parcours du bétail avec des couloirs à suivre par les pasteurs (des initiatives similaires existent en Afrique de l'Ouest) ;

(iii) mettre en place un programme inter-Etats de communication sur le problème spécifique du pastoralisme dans les pays de la sous-région (sur le modèle d'un programme similaire à OCHA et Radio Okapi de la MONUC) et l'éducation au bon voisinage et à la tolérance entre des populations que la dynamique de l'histoire a poussées à cohabiter ;

(iv) introduire et défendre le dossier humanitaire des Mbororo auprès des agences de l'ONU pour un programme concerté inter-agences (HCR,OCHA, UNICEF, PAM, OMI, etc.) ;

(v) encourager les Etats concernés à promouvoir à l'échelle nationale des projets d'insertion et d'intégration de Mbororo dans le dispositif socio-économique (santé, éducation), en tenant compte de leur mode de vie (écoles et structures de santé mobiles). Le Niger, le Mali, le Nigeria et la Mauritanie, entre autres, ont des expériences à partager dans ce cadre.

ANNEXES

A. Références documentaires

République démocratique du Congo

- Les migrations transfrontalières des Mbororo en Nord-Est de la République démocratique du Congo - Etude de cas au Haut Uélé et au Bas Uélé, avril 2007

- Rapport de mission d'évaluation dans les chefferies Malingindo et Ndulomo en date du 31 octobre 2007 - Rapport de la Commission Diocésaine Justice et Paix de la RDC

- Dossier Mbororo en Territoire de Ango dans la Province orientale - Document de travail d'OCHA

- Rapport circonstancié du Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et de la Sécurité sur les Mbororo au Bas Uélé en date du 12 décembre 2007

- Rapport synthèse de l'Assemblée de la Province orientale de la RDC sur le phénomène Mbororo dans la Territoire du Dungn/Haut Uélé en date du 14 juin 2007

- Rapport du Bureau du Commissaire de District du Haut-Uélé sur le phénomène Mbororo dans ce district en date du 13 décembre 2007

- Rapport du Gouvernement de la Province orientale de la RDC sur le phénomène Mbororo dans la Province en date du 12 décembre 2007

- Mémorandum des organisations non-gouvernementales de développement du Haut-Uélé concernant la présence des éleveurs nomades « Mbororo » en date du 12 décembre 2007

- Situation sécuritaire au Nord de la République démocratique du Congo en date du 10 décembre 2007 - Document de travail de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo

République du Cameroun

- Réfugiés Mbororo centrafricains dans les provinces de l'Est et de l'Adamaoua du Cameroun. Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en République du Cameroun, 3 janvier 2008

- *New Office opens to protect and care for Mbororo Central Africans UNHCR (The UN Refugee Agency) 27 mars 2007/UNHCR - Briefing notes*

République du Soudan

- *Inter-Agency Assistance to the Mbororo Group in Mundri Country (Wester Equatoria), Health Report (1st to 10th December 2007)*
- *Sudan Repatriation Operation 2008 – Weekly statistics – UNHCR Presence in Sudan 8 January 2008,*
- *South Sudan Repatriation MAP 29 January 2008*
- *Distribution of organized refugee returnees to Sudan and Blue Nile States 27 January 2008*
- *Health Report compiled by the International Organization for Migration, Inter-Agency Assistance to the Mbororo Group in Mundri Country (Western Equatoria) of South Sudan*

République centrafricaine

- Projet d'appui à la résolution des conflits d'usage de l'espace dans le Mbororo et le Haut-Mbomou, Est centrafricain, République centrafricaine, Rapport annuel avril 2006 – mars 2007

B. Autorités rencontrées

Autorités rencontrées au Cameroun

- M. Adoum Gargoum, Ministre Délégué auprès du Ministre des Relations extérieures, chargé des Relations avec le Monde islamique
- M. Jacques Franquin, Représentant du HCR en République du Cameroun
- Mme Hawe Bouba, vice-Présidente nationale de l'Association MBOSCUDA. Association pour le développement social et culturel du Mbororo
- Mme Hajara Haman membre de MBOSCUDA et ancienne responsable *de Pastoralist Communication Unit* / OCHA, Addis Abéba
- M. Hassoumi Aboudalye, Secrétaire général de MBOSCUDA
- M. Lélé Lafrique, Gouverneur de la Province de l'Est à Bertoua
- Représentants HCR de Yaoundé et de la Province de Bertoua
- Président de la communauté des Mbororo de la province de Bertoua et un nombre important des membres du Bureau de MBOSCUDA

Autorités rencontrées à Kinshasa et Kisangani, en République démocratique du Congo

- Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
- Ministère de l'Intérieur
- Ministre de la Défense et des Anciens combattants

- M. Swing William Larcy, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC (MONUC)
- Général de Brigade Babacar Guèye, ComForce de la MONUC
- Directeur des Affaires politiques de la MONUC
- Gouverneur de la Province orientale (intérimaire)
- Parlementaires en session dans la Province orientale
- Chef du Bureau MONUC à Kisangani
- Interview à la Radio Okapi de Kisangani (MONUC)
- Représentant OCHA
- Commandant de District de Isiro
- Représentants de la société civile et les ONG d'Isiro
- Directeurs et Chefs de Service du District d'Isiro
- Monseigneur Mosengo Pasinya de Kisangani

Autorités Rencontrées au Soudan

- Vice-Président du Gouvernement du Sud Soudan, le Lt. Général Dr Riek Machar
- Honorable Daniel Deng Monydit, chargé de la Commission de l'Ordre et de la sScurité à l'Assemblée nationale du Sud Soudan
- Représentant du HCR, M. Chrysantus Ache
- Mme Mary Guidice, OIM Sud Soudan
- Mr. Bhairaja Panday, Deputy Representative (South)
- Honorable Bol. Gatkuoth Kol, membre du Parlement

Autorités rencontrées à Bangui en République centrafricaine

- Son Excellence Zoumara Côme, Ministre des Affaires étrangères à l'Intégration régionale et à la Francophonie
- Dr Komonda, Secrétaire général de la Fédération nationale des éleveurs centrafricains
- Président et vice-Président de la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FENEC)
- Responsables du Bureau de l'Organisation des Nations unies en République centrafricaine (BONUCA)

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository **http://archives.au.int**

Organs Peace and Security Collection

2008

Report on the Migrations of Mbororo Nomadic Pastoralists by the Factfinding Mission Dispatched to the Democratic Republic of Congo, the CentraL African Republic and Cameroon, Pursuant to Decision PSC/PR/COMM(XCVII) of the 97th Meeting of the Peace and Security Council, Held on 25 October 2007

African Union Commission

Peace and Security

http://archives.au.int/handle/123456789/2225

Downloaded from African Union Common Repository